

Témoignage de Mademoiselle Marie-Louise Guillaumin

sur les débuts de l'AIEP (1963-1983) et son rôle lors de la fondation, recueilli sous forme d'interview par Benoît Gain (vice-président) et Régis Courtray (trésorier et correspondant pour la France), le samedi 17 mai 2008 à son domicile parisien.

Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique, Marie-Louise Guillaumin a été associée de près, comme secrétaire des fondateurs de l'A.I.E.P., puis comme trésorière, à la création de l'Association.

I. LE DEMARRAGE

L'A.I.E.P. remonte à une initiative du professeur Michele Pellegrino, de l'Université de Turin, lors de la 4^{ème} conférence d'Oxford en 1963. C'est lui qui avec Henri-Irénée Marrou a insisté pour que le projet aboutît. L'une de ses idées était que la patristique devait se répandre dans l'Université et dans les milieux culturels, de façon laïque. À partir de là, il fallait mettre sur pied une organisation.

Dans le premier carton de documents remis aux Archives, nous avons uniquement le démarrage de l'Association jusqu'à la veille de la fondation officielle de 1967. En tête, il y a le travail fait de 1963 à 1965 pour mettre debout une réunion internationale à Paris. Vous y trouverez toutes les pièces déposées au Centre des Archives de l'Eglise de France à Issy les Moulineaux (F – 92 130).

Dès novembre 1963, tout de suite après Oxford, Marrou a fait une circulaire, signée de huit noms ; je les redis ; c'est important, je trouve, de garder le souvenir des gens qui ont vraiment fait le travail, il y avait Pierre Courcelle, Jacques Fontaine, Antoine Guillaumont, Marguerite Harl, Henri-Irénée Marrou, Pierre Nautin, Henri-Charles Puech et René Roques. Ils ont envoyé cette lettre, qui était déjà très précise, puisqu'on y avait joint deux listes : l'une contient le nom des personnes « que nous avons pressenties en même temps que vous pour faire partie d'un comité provisoire » ; l'autre, à titre d'exemple, « la liste provisoire des chercheurs que nous envisageons d'inviter pour la France...membres adhérents ».

Alors, cela a suivi son cours : en mai 1964, « A la suite de l'envoi à vous et à un certain nombre de nos collègues patrologues d'une lettre (etc.), nous avons reçu une trentaine de réponses, dans l'ensemble très favorables, nous donnant un aperçu... » – cela c'est très important, parce qu'il y a un résumé des trente réponses avec les noms.

Cette seconde circulaire est signée des mêmes noms, de Courcelle à Roques. On relève, pour l'Allemagne, avec l'accord de Hans von Campenhausen, les réponses de K. Aland, K. Andresen , Th. Klauser, W. Schneemelcher qui désirent que leur commission précise « les rapports entre la future Association avec les Congrès d'Oxford ». Ils demandent que l'on présente également tel ou tel, dont J. Irmscher (de Berlin). On a ensuite des réponses d'Autriche, de Belgique, d'Espagne, de Grande-Bretagne – c'est par ordre alphabétique des pays – de Grèce, d'Irlande, d'Italie, de Norvège, des Pays-Bas, de Suède, de

Suisse ; alors apparaissent les U.S.A. : J. Quasten a envoyé une réponse favorable, J. Meyendorff, aussi, qui fut l'un des premiers membres, et c'est tout. Ils ont donc été pressentis, mais ils n'ont pas été très actifs.

Le 25 février 1965, une circulaire, toujours due à Marrou, part du 17 rue de la Sorbonne, Faculté des Lettres et d'Histoire : « Quelques professeurs parisiens ont tenté d'aider à la naissance de cette Association Internationale d'Études Patristiques, dont la création avait été envisagée, lors du dernier congrès d'Oxford en septembre 63, par un certain nombre de travailleurs, en qui s'exprimaient divers pays et diverses entreprises scientifiques. Qu'il soit bien entendu que, si un petit comité promoteur parisien s'est chargé des phases préliminaires de l'opération, c'est uniquement dans le désir de rendre service à tous, il ne prétend pas imposer à l'avance les structures de cette association, qui devront être établies, d'un commun accord et démocratiquement. Pour recueillir les premières suggestions et les premières réactions de nos amis étrangers, une lettre a été envoyée à une trentaine d'environ d'entre eux ¹. »

C'est là une opération plus large. L'exemplaire de cette lettre est celui que j'ai récupéré chez André Benoît (qui n'était pas dans le premier cercle). On y lit : « La plupart ont répondu favorablement, faisant des remarques dont il a été tenu compte (...). Encouragé par ces premiers résultats, le comité parisien a proposé de réunir un colloque, où aux dites personnalités étrangères se joindraient les membres du comité promoteur, et quelques personnalités françaises, dans le but de procéder à la fondation de cette association. Ce projet de colloque, agréé par la commission « Langues et Civilisation classiques » (du Centre National de la Recherche Scientifique), mais refusé par le directoire, a finalement été accepté par Pierre Monbeig², mais sous une forme beaucoup plus réduite que ce que nous avons d'abord envisagé : non plus trente ou trente-cinq participants pour 48 h, mais « seulement et pour un jour, huit collègues étrangers, venus de la seule Europe occidentale ».

Voici la réponse d'André Benoît donnée comme exemple : « Monsieur et cher Collègue, j'ai bien reçu votre lettre, j'applaudis des deux mains à la formation de cette association, qui à l'heure actuelle devient de plus en plus nécessaire ». Il reprend là les idées fondamentales, les idées premières, en fait très pratiques, qu'on avait exprimées à Oxford. J'étais à Oxford, on avait pris un pot ensemble et parlé de tout cela. Je le cite à nouveau : « Il fallait coordonner le travail qui se fait dans le domaine patristique ; éviter les doubles emplois, éviter que des gens se lancent dans des recherches qui étaient déjà entreprises ailleurs, etc. Bien sûr, les congrès d'Oxford sont importants, ils se doivent d'être un lieu de rencontre des patristiciens de tous les pays, mais je suis persuadé qu'une Association Internationale d'Études Patristiques ne ferait nullement double emploi avec les congrès, bien au contraire, elle pourrait régler un certain nombre de questions qui à l'heure actuelle restent pendantes, faute d'organisme capable de les prendre en main. La confiance que vous manifestez en m'invitant au colloque de fondation me touche. »

Ici, c'est la lettre de Marrou : « Messieurs et chers collègues, j'ai l'honneur de vous confirmer que le colloque envisagé [...] se tiendra comme prévu le samedi 26 juin 1965 à la Sorbonne, salle Blumenthal. Nous (projetons) deux réunions. L'une le matin à 9 h 30, l'autre, l'après-midi à 15 h. La première pourrait être

¹ Melle Guillaumin a joint ce document au dossier remis aux Archives.

² Pierre Monbeig (1908-1987), alors directeur adjoint du Département des Sciences humaines du C.N.R.S.

consacrée à la fondation proprement dite de l'Association et à l'élaboration de ses statuts ; la seconde, si du moins la première a donné des résultats positifs, concernerait le programme (etc.). Nous aimerions que vous vous gardiez libre en vue d'un déjeuner amical en commun. »

Là, c'est le colloque de fondation. Vous avez le nom des participants...

J'ai participé à tout ce travail de Marrou puisque, à cette époque-là, j'étais dans son équipe comme chercheur au C.N.R.S., et il me demandait de l'aider. Il avait dit à Michele Pellegrino qu'il voulait bien prendre la charge à condition que j'accepte de voir entrer cela dans mon programme de travail ; j'étais donc là en service, y compris pour cette journée du 26 juin 1965. De plus, Jacques Fontaine, qui devait s'occuper plus spécialement des statuts, m'avait demandé, parce que j'avais fait du droit et que je connaissais le droit des associations, de rédiger un projet de statuts. Je suis donc à l'origine du texte des statuts. Ainsi, ce que j'ai fait en ce temps-là auprès de H. Marrou et de J. Fontaine en même temps diffère pour moi de ce que j'ai pu faire par la suite comme membre du Comité exécutif.

Je devais en effet, selon le statut des chercheurs, trois heures de travail collectif par semaine. Or j'avais plaisir à travailler avec Henri Marrou, et je n'ai pas ménagé mon temps, surtout pour une affaire comme celle-là. De plus, M. Pellegrino comptait sur moi pour que j'aide H. Marrou et J. Fontaine aussi.

Le matin même de la réunion du 26 juin 1965, [...] pour m'encourager à accepter ce travail, M. Pellegrino m'avait fait parvenir un télégramme expédié de Turin. Je garde ce souvenir, ma petite chambre sous les toits, le coup à la porte, les mots de M. Pellegrino. Il venait d'être nommé évêque (c'était entre la 3^e et la 4^e session du concile), mais ayant fait don de son salaire de professeur aux étudiants, il continuait d'enseigner de façon à permettre à F. Bolgiani de lui succéder. Il avait accepté de modérer un « échange de vues », mais précisé qu'il ne voulait pas prendre de responsabilités (c'est F. Bolgiani qui sera appelé à représenter l'Italie).

L'autre chose que je veux souligner, c'est que les statuts ont été très discutés. Il ne faut pas oublier que l'on était dans une période politiquement très tendue. L'Allemagne de l'Est posait un problème, bien sûr. On était en pleine guerre froide, on venait d'entrer dans l'ère Brejnev. Les Allemands étaient alors très soucieux de trouver un équilibre, de tenir à distance leurs collègues de Berlin, tout en reconnaissant que l'on ne pouvait tout de même pas faire de la patristique, et de la patristique grecque en particulier, en ignorant l'existence de l'Académie de Berlin et de J. Irmscher. Ils ont discuté les statuts pied à pied pour être sûrs qu'il n'y ait pas une invasion de l'Allemagne de l'Est et des pays de l'Europe de l'Est. Je note que dans les listes de cette époque, il n'y avait pas effectivement la Pologne.

C'est par exemple lors de cette discussion qu'a été refusé le terme de « Bureau » ; on dit encore aujourd'hui « Comité exécutif ». Dans le tout premier jet, il était question de « Bureau », mais nous avons mis partout « Comité exécutif », car « Bureau », cela signifiait « Bureau politique » chez les Allemands, d'où le tollé. Je revois K. Aland très excité, très tenace. L'ensemble des participants a discuté de près la question des parrainages, pour que l'on ne puisse pas entrer dans l'Association trop facilement ; les tout premiers statuts étaient sévères, il fallait trois parrains. Certains n'ont pas apprécié.

Ainsi, après l'assemblée de 1967, tenue à Oxford, Madame M. Harl m'a adressé une algarade publique sur la pelouse de Christ Church, parce que j'avais demandé au Père Jean Daniélou le nom de ses parrains. Mais lui, qui arpentait plus loin la plate-forme bordant la pelouse, ayant entendu, s'efforçait de couvrir nos voix et de minimiser l'affaire.

Les participants redoutaient également – et ils l'ont dit carrément – une invasion d'Italiens, estimant que l'Italie comptait maintes universités d'un piètre niveau. Et c'est M. Pellegrino qui l'affirmait: « Il faut se méfier, le niveau n'est pas bon ». Un des buts de l'Association était d'aider les Universités plus faibles ; or, ceux qu'on considérait, à tort ou à raison, comme moins armés, inférieurs, c'étaient les Espagnols et les Italiens. Alors il ne fallait pas les voir arriver en nombre. C'est pourquoi les statuts en leur première rédaction demandaient que, parmi les trois parrains, il y en eût deux d'une autre nationalité.

La discussion a pris beaucoup de temps. Ensuite on a envoyé à tous les participants un exemplaire de ces statuts, on a reçu des modifications proposées et on a ainsi remanié pratiquement jusqu'en 1967.

En mai 1966, on a envoyé une circulaire avec deux pièces, un résumé des débats du colloque et un exemplaire des statuts élaborés par tous les participants du colloque. À cette date on avait donc un texte ! On a également mis d'aplomb le bulletin d'adhésion . Après la mention des trois parrains parmi les membres du Conseil, le bulletin d'adhésion portait : « Je peux également renvoyer à cet ouvrage de moi ». On devait donc fournir une référence bibliographique.

II. LA FONDATION

Depuis 1965 on avait un bureau provisoire, où il y avait, outre Marrou et Fontaine, P. Van der Nat comme trésorier, K. Aland et H. Chadwick comme vice-présidents. Ce fut là le premier Comité. Il fallait régler les questions financières avec P. Van der Nat, avec qui je m'entendais bien. Nous avons décidé à la réunion de 1965 – c'est encore un signe des temps – que l'on aurait un trésorier néerlandais ; en vue de quoi nous avons invité deux Hollandais. Les difficultés venaient de la législation française des changes ; on prit le parti de gérer les finances de l'A.I.E.P. en florins, pour être à l'abri. Nous devions faire les comptes en double et on a commencé à avoir un trésorier pour la France. Ce fut J. Fontaine, mais on ne peut pas dire que c'était là son fort ... alors, je « meublais », c'est ainsi qu'un jour je me retrouverais trésorière.

Le 22 février 1967, on envoie une autre circulaire pour continuer à toucher des patrologues. Fontaine s'est donné un mal énorme ; il avait une grande capacité à trouver des noms, à susciter l'intérêt. Les réponses à toutes ces circulaires ont été conservées, c'est ainsi que nous avons une lettre de Christine Morhmann et bien des lettres que je trouve intéressantes, certaines de personnalités de premier plan, telles le Père André Rayez, Georges Préaux, ... ainsi qu'un précieux autographe de Jean Lassus, de sainte mémoire.

On annonce, pour encourager les destinataires, que « notre président Marrou a assisté comme prévu à Genève en septembre dernier (1966) à la réunion de la Fédération Internationale des Études Classiques. L'adhésion de l'A.I.E.P. à la F.I.E.C. a été agréée à l'unanimité... ». Cela était important, car nous n'étions pas encore vraiment fondés.

La préparation d'un annuaire des patristiciens progresse par le dépouillement des six dernières années de la *Bibliographia Patristica*, publiée depuis Bonn par W. Schneemelcher. Mais on s'était lancé avec Marguerite Harl dans une entreprise beaucoup trop vaste : on voulait recueillir le plus de noms de patristiciens possible et, après leur en avoir demandé l'autorisation, les mettre dans l'annuaire. Or, j'ai dépouillé en outre, à la Bibliothèque Nationale, les annuaires de toutes les universités, y compris les américaines. On avait de plus en plus de noms, tant de noms que cela devenait inutile, et j'ai détruit ces listes dont on n'a rien pu faire. Marguerite Harl s'était donné, elle aussi, beaucoup de mal, mais elle a finalement jugé qu'on ne pouvait pas faire un annuaire des patristiciens.

À ce moment, il avait été question d'obtenir du C.N.R.S – c'était utopique, mais c'était alors encore pensable – que j'aie un demi-poste pour l'A.I.E.P., puisque je quittais mon statut de chercheur pour le cadre technique. Le Père Cl. Mondésert approuvait et il avait beaucoup de mérite, car il avait enfin obtenu mon affectation dans son équipe. J'ai été nommée à Sources Chrétiennes le 1^{er} février 1966. Évidemment, Mondésert comptait sur moi. Marrou lui avait dit : « Je suis bien d'accord pour qu'elle entre à Sources Chrétiennes, mais je la garde pour l'A.I.E.P. », et Mondésert y a mis du sien. J'ai donc travaillé en vue de la fondation en 1967 à Oxford. Ensuite, Mondésert me demandait de freiner du côté de l'A.I.E.P., mais je ne pouvais pas, Marrou me happait toujours, tandis que Mondésert voulait que l'A.I.E.P. marchât...

C'est ainsi que je me suis investie dans la préparation et le déroulement de la réunion constitutive : toutes les pièces d'archives sont de ma main ; en particulier, j'y ai défendu les statuts, répondant aux objections juridiques. J'essaie d'être objective, mais j'estime que jusque-là j'ai eu un rôle important. En 1967, l'Association a bien démarré, bien fonctionné. Je n'ai rien de particulier à dire, sinon que je rendais toujours service, faisant le lien, bouchant les trous... mais ni Mondésert ni moi ne faisons partie du Comité exécutif ; officiellement, je devais travailler pour Sources Chrétiennes et certains au C.N.R.S. jugeaient que Marrou m'accaparait. Il m'était difficile de m'échapper, vu l'intérêt de son séminaire, dont je tenais les cahiers, et là aussi il ne voulait pas me lâcher.

J'ai été « délivrée » par les événements de Mai 68. Il faut se remettre dans l'atmosphère de l'époque. J'ai profité, si je puis dire, de la situation de la Bibliothèque d'Histoire des Religions³ où se tenaient toutes nos activités : elle a été pillée. Tout avait été chahuté, classeurs, fiches et papiers, mais les livres n'avaient pas été volés. On a retrouvé par terre les fichiers, les livres, monceaux qu'on se mit à trier. Outre les ouvrages conservés dans la bibliothèque, il y avait à l'extérieur de la salle, le long du mur du corridor, les grands placards réservés au judaïsme. Je revois Jules Isaac me trouvant en train de ranger livres et dossiers, également par terre, s'écriant qu'il était scandaleux que le judaïsme fût relégué dans le couloir... Je fis état de tous les égards que nous avons pour ce fonds, mais beaucoup de documents avaient souffert. Il en était de même pour le fichier collectif de Bibliographie patristique.

La reprise a eu lieu à l'automne, avec la création de l'Université Paris IV. Marrou a fait à la rentrée de 1968 une réunion (Michel Meslin était alors son bras droit) pour prévoir comment s'organiserait

³ Elle donnait alors sur la rue de la Sorbonne [elle a connu par la suite plusieurs déménagements].

l'enseignement de l'histoire du christianisme et répondre aux plaintes qu'il avait reçues (en résumé, le niveau du séminaire était trop élevé). J'ai saisi cette occasion pour dire que j'avais fait mon temps, vingt années... et que je me devais à Sources Chrétiennes. En juin, j'étais partie pour Lyon où, avec un léger décalage, c'était alors la « révolution ». En juillet, j'avais siégé, élue déléguée, aux Assises de la Recherche Scientifique. Tout cela m'avait permis de tourner la page.

Un autre fait a marqué pour moi cette période agitée. Ce devait être avant 1971. Marrou eut affaire à la Préfecture de Police, où l'on était très excité au sujet des associations internationales. Un inspecteur avait été envoyé, qui devait interroger l'A.I.E.P. et l'A.I.E.Chinoises [Association Internationale d'Etudes Chinoises]. Marrou, seul convoqué, m'avait demandé de l'assister, parce qu'il entendait mal et parce que j'avais en main les dossiers. L'inspecteur ayant accepté ces arguments, j'ai participé à l'entretien. Il craignait que ce fût une association « bidon », j'ai donc donné des précisions sur Fontaine, sur K. Aland... qu'il notait. À la fin, je lui dis, voulant être arrangeante : « Vous ne m'avez pas demandé la fiche d'état-civil de M. Marrou ». L'inspecteur m'a regardé d'un air mauvais et m'a répondu sèchement : « Lui, on le connaît ». Marrou est devenu blême, je vous assure que cela m'a fait mal de le voir traiter sur un tel ton. De fait, c'était après les affaires d'Algérie, et il était fiché à la Police. Ce n'était pas la patristique qui était visée : en effet, Marrou avait couvert André Mandouze, son domicile avait été perquisitionné par le Ministère de l'Intérieur de l'époque. Ce n'était pas une période facile, et j'ai gardé ce souvenir amer.

III. LE TOURNANT

C'est donc en simple membre que j'ai participé pendant huit ans (1968-1975) à la vie de l'Association. Mais en 1975, je suis entrée dans le Comité, grâce à P. Van der Nat. Je correspondais avec lui depuis le début. Il a affirmé qu'« avec tout le travail que je faisais, j'étais plus à ma place dans le Bureau qu'à la porte » et que je pourrais en tant que trésorière continuer, avec lui qui devenait secrétaire, les registres tenus en deux monnaies.

Les difficultés furent alors très différentes de celles des débuts. Car la transition s'est faite très mal. P. Van der Nat, qui devait déjà être fatigué, ne s'est pas hâté de me transmettre les comptes, A. Benoît était très occupé, et moi j'avais aussi beaucoup de travail à Sources Chrétiennes et autour : depuis 1967, avec Anne-Marie Malingrey, on avait démarré les travaux d'informatique en grec ancien (établissement d'index au Laboratoire d'Analyse Statistique en Langues Anciennes à Liège, où nous devions faire des séjours). Bref, je n'ai pas toujours fait autant que j'aurais voulu. Les choses ont traîné et, en 1977, on a appris brutalement le décès de P. Van der Nat, survenu le 7 mai. Alors, il a fallu « se bouger » et tout le monde a trouvé normal que le travail revînt à la trésorière. Là, avec le recul, je peux vraiment en donner le témoignage : j'ai repêché l'A.I.E.P. à bout de bras, alors que presque plus personne ne croyait qu'on pourrait la sauver, la situation étant devenue inextricable un certain temps à cause des décès successifs du trésorier et du président néerlandais. A. Benoît n'avait en effet rien transmis à P. Van der Nat, et ce dernier ne m'avait rien transmis non plus. Or, il avait les fonds de l'Association dont le compte était à La Haye.

À ce moment-là, j'ai compris qu'il fallait commencer par aller chez les Van der Nat, pour en rapporter documents et argent. Imaginez, vous arrivez chez une dame qui a de grands enfants, qui vient de perdre son mari, et vous lui dites : « Je voudrais retrouver les papiers de l'A.I.E.P. » Ajoutez qu'on se parlait en anglais, faisant ce qu'on pouvait. C'était vraiment pénible.

Heureusement, j'étais allée là-bas une première fois, en mai 1976, pour « relancer » P. Van der Nat. Je connaissais donc Madame Van der Nat qui m'avait reçue très gentiment. Lui m'avait dit : « Je suis fatigué, mais je vais me reposer, et ensuite je vous enverrai tout cela. Mais il n'avait rien fait, et moi non plus.

Heureusement aussi un fils, âgé peut-être de vingt ans, ayant fait du droit, parlant un peu français, s'était donné le mal de s'occuper du dossier A.I.E.P., rencontré parmi les affaires de la famille, qui étaient fort embrouillées. Il avait travaillé avec le notaire et obtenu que celui-ci mît à part, d'autorité, outre les papiers, l'argent de l'A.I.E.P. (qui n'était pas sur un compte séparé...), puisque P. Van der Nat en tenait le registre. Une fois fixé le montant de ce qui revenait à l'A.I.E.P., il fallait aboutir à ce que l'argent fût transféré en France. Je me souviens que Marguerite Harl, qui venait de connaître semblables problèmes, m'avait dit : « Il faudrait vingt ans pour régler ça. Vous n'arriverez jamais à récupérer les fonds de l'Association, il n'y a aucun espoir ». Mais j'étais décidée à me battre.

Il avait d'abord été nécessaire de compléter provisoirement le Bureau. J'avais demandé au Père Luc Verheijen qui avait l'avantage, non seulement d'être un grand patristicien augustinien, mais aussi d'être parfaitement bilingue et d'un dévouement à toute épreuve, de reprendre le secrétariat de P. Van der Nat. Ainsi coopté à titre exceptionnel, il a accepté. C'est lui qui a fait tout le courrier en néerlandais pour préparer mon voyage. Et quand j'ai entrepris d'aller dégager l'argent, la situation était déjà bien éclairée, en face d'un service des Chèques Postaux plus simple qu'en France.

Mais il fallait la signature du président W. C. Van Unnik qui demeurait, lui et son épouse, dans une petite localité près d'Utrecht. Trop fatigué pour venir à une réunion, il m'a demandé de venir chez eux. On a bien travaillé, fait tous les papiers qui relevaient de sa présidence, reconstitué le Comité, rempli le dossier pour les Chèques Postaux, et il a tout signé. Madame Van Unnik était professeur de français et elle nous facilitait les choses. J'ai pu retourner tout de suite à l'Administration postale avec le fils Van der Nat, et je suis repartie en France avec l'argent ! J'étais quand même fière. J'attendais de W. C. Van Unnik différentes pièces, sa femme me les a envoyées avec un petit mot : il était mort le 17 mars 1978 à la clinique d'où venaient, disait-elle, ces signatures.

Nous avons sur ces difficiles transitions le témoignage précis qu'a donné le P. Verheijen lors d'une *Rencontre sur l'Antiquité tardive* qui s'est tenue en septembre 1978 à Chantilly. On a le texte de son intervention dans la *Revue des études augustinienes*, 24 (1978), p. 422-424 :

« En 1975, les élections [...] désignèrent [...] Van Unnik, président, Bolgiani et Aland, vice-présidents, Van der Nat, secrétaire, Mlle Guillaumin, trésorière. [...] Malheureusement [...] notre ami Van der Nat [...] est décédé le 7 mai 1977. [...] Dès que la mauvaise nouvelle [...] lui fut connue, la trésorière, qui n'était pas encore réellement entrée en fonction, et nos amis français de l'A.I.E.P., se sont hâtés d'organiser une réunion exceptionnelle du Comité exécutif dans le cadre du *Colloque international sur les*

Martyrs de Lyon, le 21 septembre 1977. Il a été décidé alors de demander au soussigné d'assurer le secrétariat de l'A.I.E.P., au moins jusqu'à la prochaine Assemblée générale, prévue pour 1979. Il m'a paru que je devais rendre ce service [...]. Le décès de notre président (17 mars 1978) nous a conduits encore une fois à compléter par cooptation notre Comité exécutif : Bolgiani [...] est devenu président ; à Aland, vice-président, est adjoint Pietri [...]. »

Charles Pietri, présent à Lyon, avait beaucoup fait pour que fussent sauvegardées les structures de l'A.I.E.P. Il avait pesé pour décider Mondésert à promettre qu'il nous aiderait. À ce moment, il ne restait du Bureau précédent (1971-1975) que K. Aland. Lorsque je suis allée déposer la composition du nouveau Comité, on m'a avertie que si K. Aland ne se portait pas garant de nos décisions, il faudrait une assemblée générale extraordinaire pour l'entériner. Grâce à Charles Pietri, Aland a bien voulu couvrir l'opération de Lyon, où il n'était pas. Durant les années où il fut secrétaire (1979-1983), le P. Mondésert donna à l'A.I.E.P. une impulsion, beaucoup de poids et une certaine allure, parce qu'il était très respecté de tous, qu'il était connu à l'étranger, à travers les collaborateurs de Sources Chrétiennes, en Belgique, en Italie, en Suisse... L'Assemblée générale de 1979, où il avait été choisi comme secrétaire, avait été très réussie. L'Association s'était présentée comme sauvée, comme solide. À partir de là, nous avons fait une très bonne équipe, qui a bien marché jusqu'au terme de 1983.

On a alors décidé, à mon initiative, de confectionner enfin un annuaire des membres, sur des bases raisonnables. La belle *Préface* de Mondésert, qui présente l'Annuaire de 1980 (Bulletin n°5, non paginé), témoigne avec autorité, honorant, remerciant chacun. Il avait accepté le secrétariat de l'Association et il était convenu, puisque j'étais sous ses ordres, que je le déchargerais de la besogne. De fait, j'ai réalisé les Bulletins qui ont suivi. J'ai certes beaucoup travaillé, mais nous étions bien équipés et c'était agréable de pouvoir m'appuyer sur quelqu'un comme lui ...

Par ailleurs, l'Association fut plutôt mal accueillie dans le milieu sourdement querelleur de la Sorbonne. Certains, qui s'opposaient à Marrou par ambition, ont été vraiment déplaisants. Plus curieuses furent les réactions antiféministes. Qui gênions-nous ? On savait que je faisais ce travail sans que cela me mît en avant. Marguerite Harl se donnait beaucoup de mal, mais discrètement. Annik de La Cotardière avait pris ma suite auprès de Fontaine et de Marrou : qui le savait ? Comment pouvait-on jalouser notre activité ? L'un de ces messieurs annonça : « Oh ! cela ne marchera jamais, c'est une association de vieilles filles ! » C'est tout ce qu'on avait trouvé à nous reprocher... Ces méchancetés bêtes se dissipèrent, et finalement Marrou et Fontaine ont fait basculer les choses. Ce sont eux qui m'ont introduite dans la Commission internationale francophone pour les traductions et la liturgie au moment de la mise en place du *Missel* de Paul VI.

IV. ÉCLAIRAGES

On a souvent demandé quel était le lien entre l'A.I.E.P. et les *Patristic Conferences* d'Oxford, et c'est effectivement un sujet important. Grâce à Marrou, à Fontaine surtout, qui se fit estimer de Miss Elisabeth Livingstone, cheville ouvrière des conférences d'Oxford, nous nous sommes insérés dès le début dans les

réunions d'Oxford. Nous y avons fait notre nid, selon les termes même d'A. Benoît dans la lettre citée plus haut : aucun double emploi, aucune concurrence, aucun rapport (structurel) entre un Congrès qui se voulait prestigieux et notre initiative.

Nous avons eu l'autorisation de faire notre Assemblée générale de fondation (en 1967) dans une salle mise à notre disposition, étant bien entendu que l'Association agissait dans ses propres cadres. Ce geste d'ouverture fut précieux pour nous. Peu à peu nos instances ont pris leur place dans l'organisation des Conférences, tout en gardant une complète indépendance.

Avec Elisabeth Livingstone je m'entendais bien aussi ; le goût du travail et de l'efficacité nous rapprochaient. Quand nous préparions une réunion, ce que nous lui demandions était toujours mis à exécution. F. Bolgiani a œuvré dans le même sens, très amical envers moi. J'ai gardé aussi un bon souvenir des heures passées auprès d'A. Benoît comme des séances avec le P. Mondésert. Ensemble nous avons assuré le déroulement de cinq Assemblées générales (entre 1967 et 1983). C'étaient des moments riches, et qui ne posaient pas de problèmes de personnes.

Vous m'avez questionné également sur la finalité œcuménique des *Patristic conferences* : elle était très sensible. C'est la mort de F. L. Cross, survenue en 1968, qui a fait basculer les choses, car l'équipe qui a repris a réorganisé d'une façon plus universitaire. À ce moment, Marrou et Fontaine ont été mêlés à tout cela : on s'est demandé si les Conférences d'Oxford pourraient continuer, et quelles seraient les conséquences pour l'A.I.E.P.

Fontaine a fait face également au problème que nous posaient les États-Unis, qui avaient leur Société patristique. Des accords ont été passés pour que cette Société continue et que l'A.I.E.P. ait avec elle des rapports corrects.

Il y a eu enfin la question de la langue ; l'anglais a pris de plus en plus de place, mais là aussi cela s'est fait correctement pour l'Association. On a introduit un certain nombre d'éléments bilingues, mais l'ensemble reste français ou bilingue, la langue française étant la langue officielle de l'A.I.E.P., puisqu'elle est une association internationale de droit français.

Autre chose, les Conférences d'Oxford nous ont permis une entraide envers les patristiciens polonais. On pouvait les accueillir, plus ou moins en cachette, les aider, ne serait-ce que les inviter. L'A.I.E.P. avait profondément ce souci. Fontaine, à l'occasion de son élection à l'Institut de France (Académie des Inscriptions et Belles-lettres), ayant refusé qu'on fit pour lui les frais d'une épée, avait désiré qu'on créât plutôt l'Association franco-polonaise dont s'est longtemps occupée Simone Deléani. Cette entraide a pris d'autres formes, mais dure toujours et nous avons toujours des amis en Pologne.

Revenons à la question œcuménique : elle a tenu beaucoup de place, pas à l'A.I.E.P., mais, différemment selon les périodes, dans les rencontres d'Oxford. Je me souviens que, lorsque l'archevêque de Cantorbéry, Arthur Michaël Ramsey, était venu présider la conférence finale en 1963, A. Benoît s'était irrité de ce qu'il avait béni l'assemblée. Il y eut longtemps un certain flottement sur ces sujets, avec une réelle liberté. De tels gestes étaient encore rares, mais il y avait un désir, des échanges, parce que le mouvement

général était porteur. Je n'ai pas l'impression que cela ait réellement marqué les congrès eux-mêmes. Le contexte œcuménique était déjà plus ou moins acquis.

Quant à l'A.I.E.P., elle a bénéficié à Oxford du contact avec des Orientaux. C'est là que j'ai connu Mgr B. Krivochéine et J. Meyendorff.

Faut-il rappeler que les rencontres d'Oxford ont bien aidé à donner leur place aux femmes ? En 1959, l'une des premières conférences fut l'occasion pour A. Mandouze de parler de la présence de femmes dans la patristique. Et le lendemain, c'était Marie-Thérèse d'Alverny qui présidait l'exposé d'un jésuite connu sur les fouilles de Saint-Pierre. L'évolution fut sensible, de tels faits soutenaient les courages. A l'A.I.E.P., tous avaient maintenant admis ce que l'on devait à la participation des femmes.

Vous m'avez enfin interrogée sur le choix de l'éditeur des quatre premiers bulletins de l'A.I.E.P. (1968-1973), la North-Holland Publishing Company. C'était P. Van der Nat qui, secrétaire de la rédaction de *Vigiliae Christianae*, avait obtenu que la revue éditât notre Bulletin à titre de « supplément ». Les pages composées par nous étaient annexées à la fin d'une livraison et on en faisait des tirés à part pour l'A.I.E.P., ce qui fait qu'on trouve la matière des Bulletins dans *Vigiliae Christianae*.

Il n'y a pas eu de bulletins entre 1973 et 1980. Quand l'A.I.E.P. est repartie en 1977, il a fallu négocier une autre solution. Je ne sais plus qui a eu l'idée de s'adresser aux Editions Brepols. De fait cet éditeur était très présent à chaque congrès d'Oxford. Il fut un temps où c'était le Baron Cartier de Marchiennes lui-même qui venait. On lui donnait une « suite épiscopale », où il recevait beaucoup, cherchant les contacts pour développer le *Corpus Christianorum*. Très actif, disposant de gros moyens, mais ayant besoin d'assurer leur publicité, les dirigeants de Brepols se sont tout de suite intéressés à l'A.I.E.P. et nous ont accueillis avec sympathie. Nous avons fait affaire avec eux, ce qui a permis la vie du Bulletin. On leur apportait des adresses sûres, un fichier solide qu'on les autorisait à utiliser pour leur publicité ; en échange de quoi ils imprimaient et diffusaient le Bulletin.

La dernière chose dont je suis encore fière, c'est d'avoir créé la maquette de l'Annuaire (Bulletin n°5) sur ma première machine IBM 71. Nous avons proposé à Brepols de lui fournir un travail tout prêt qui ne leur coûterait vraiment rien. Alors, c'est encore un souvenir que j'ai, Brepols nous a envoyé un de ses directeurs, accompagné d'un collaborateur technique, pour voir sur place – à l'étroit dans le seul bureau dont je disposais alors – ce que Mondésert leur offrait, à savoir des pages au point, qu'ils n'auraient qu'à tirer. J'ai donc passé ici une espèce d'examen ; ils étaient tous deux, projet en mains, bien attentifs, bien pointilleux, puis ils ont conclu : « Cela doit marcher ». Brepols a sorti ce premier fascicule en 1980, et a signé pour les bulletins suivants l'accord qui tient toujours : un service gratuit en échange des adresses des membres de l'Association Internationale d'Études Patristiques.